

La vie telle qu'elle va...

Sommaire année 2008

Janvier 2008	Deux événements significatifs dans le canton de Broons	Agriculture et théâtre
Février 2008	Cherchons médecins	Difficulté et alternatives
Mars 2008	Deux réactions à « cherchons médecins »	Éthique et nouvelle organisation
Avril 2008	L'impératif du porte-monnaie	Acteurs du développement local
Mai 2008	Le bon usage	Savoir vivre et techniques
Juin 2008	Comment vivre dans une culture de supermarché ?	
Juillet 2008	Le prêtre, l'instituteur, le médecin et le gendarme	Services et relation humaine
Septembre 2008	Pour Michel	Souvenir d'un honnête homme
Octobre 2008	Réconfortant	Fêtes traditionnelles et travail associatif
Novembre 2008	La laïcité tout simplement	Relation Église et État.
Décembre 2008	École, vie publique et démocratie	Mission première : formation humaine

Deux événements significatifs dans le canton de Broons..



Le 29 novembre dernier, le réseau d'agriculteurs BASE (Bretagne, agriculture, sol, environnement) a réuni une cinquantaine d'adhérents et une quinzaine d'invités au Foyer Rural de Broons. Ce qui les réunit, c'est une nouvelle approche de leur métier, un nouveau mode du rapport de l'agriculteur à la terre. Toute la matinée, ils ont échangé leur expérience à partir de l'exposé d'un de leur collègue allemand qui a une pratique de trente cinq ans. N'étant pas de la partie, je n'ai pas tout compris : c'était assez technique. J'en ai saisi, je crois, la philosophie. Il s'agit d'abord de bien observer et de comprendre ce qui se passe dans la biomasse de cette couche de trente à quarante centimètres de terre arable. Il s'agit ensuite de ne pas perturber la vie du sol par le labour, mais de l'accompagner, de la stimuler, de respecter sa vitalité naturelle et d'en tirer le meilleur parti. Cette pratique agricole est moins onéreuse en gaz-oil (pas de labour), en engrais, en pesticides, à condition bien sûr d'être bien conduite. Largement aussi productive que l'agriculture conventionnelle, elle est plus propre, dégage moins de gaz à effet de serre et réduit notablement l'érosion du sol. Il s'agit essentiellement d'une nouvelle intelligence de la terre et d'une nouvelle relation, moins agressive, à la nature.



Le mercredi 5 décembre, on donnait une pièce de théâtre dans les locaux de la Coop de Broons. Après avoir visité l'entreprise, les spectateurs se sont regroupés dans un bâtiment, entre un mur de sacs de maïs et une cloison en tôle. Pendant une heure et demie, ils ont été tenus en haleine par Nicolas Bonneau, un jeune artiste de la région de Niort. Maniant tour à tour l'humour, l'émotion, la psychologie, il a montré la vie d'une entreprise et de ses acteurs: les ouvriers, les délégués syndicaux, les patrons...sans céder aux caricatures idéologiques. Une bonne réflexion sur ce qu'il advient de l'humain dans le travail salarié. De cette soirée, on pouvait au moins retenir deux choses. D'abord qu'une nouvelle relation aux hommes s'impose dans le travail. Et ensuite, que le rapprochement de la culture et de l'entreprise est fécond.

A deux moments rapprochés, ces événements viennent de se passer chez nous. Ils induisent un horizon prometteur : une nouvelle relation à la terre en ce qui concerne le premier, une nouvelle relation à l'humain dans l'entreprise en ce qui concerne le second. Cet avenir sera possible si nous savons sortir la culture de son isolement pour la mettre au centre du développement économique. C'est leur séparation qui est la source de nos principales perturbations sociales et de notre mal-être.

Cherchons médecins, en vain.



Entre chikungunia et grippe aviaire, vous pouvez, peut-être, vous occuper de mon cas ?

Trois communes de notre région s'inquiètent. Des médecins s'en vont en retraite. D'autres n'en sont pas éloignés. La recherche d'un successeur relève de l'exploit. Mission quasiment impossible. Que notre pays ait trop contingenté la formation de jeunes praticiens est une chose mais n'explique pas tout. C'est l'image du médecin de campagne et de proximité qui est en cause. Le modèle du médecin humaniste, proche de ses malades, fin connaisseur de leur environnement social, humain, moral, des pathologies de la famille, passionné par sa mission, disponible et dévoué, est en train de s'estomper.

Les générations nouvelles de soignants ont d'autres aspirations. Ils veulent vivre comme tout le monde : moins de contraintes, plus de temps libre, plus de possibilités en matière de loisirs, d'évasions... de toutes sortes de commodités que peuvent apporter la ville et dont l'espace rural est moins bien pourvu. Et en même temps, ils veulent gagner autant sinon plus que leurs aînés. On ne saurait leur reprocher de désirer des conditions de vie que les sociétés modernes présentent comme autant de modèles. Résultat, on s'installe de préférence, non pas là où il y a le plus de besoins, mais là où ce le confort est le plus assuré : l'espace urbain, le midi, les régions les mieux ensoleillées.

On voit bien les dérives que cette culture du médecin moderne entraîne. Abandon du monde rural. Gardes du week-end compliquées, centralisées, éloignées du malade, coûteuses et encombrant les services d'urgences des hôpitaux. Je l'ai déjà écrit ici et je persiste et signe : en fin de semaine, un animal a plus de chance d'avoir rapidement un vétérinaire pour le secourir qu'un malade n'en a d'avoir un médecin à son chevet.

Autre dérive. Dans certaines villes, il est très difficile de trouver un médecin conventionné dans le secteur 1. Surtout quand il s'agit de spécialistes courants comme les ophtalmologistes pour ne prendre qu'un exemple dont tout le monde a besoin un jour. Ils sont presque tous dans le secteur 2, c'est-à-dire en honoraires libres. L'ordre des médecins recommande qu'en ce cas il faut agir avec « *tact et mesure* », rien n'y fait : les prix s'envolent, sont parfois doublés de moitié. Et les malades n'ont pas le choix... ils sont souvent mal avertis de ces dépassements, le sont trop tardivement parfois, ou ne trouvent pas d'autres solutions tant les quelques praticiens du secteur 1 sont rares et encombrés.

Il est normal que les professions de la santé évoluent et que leurs acteurs aspirent à une vie meilleure. Mais franchement, dans certains cas auxquels j'ai été directement confronté, on se demande si le souci du compte bancaire ne l'emporte pas sur l'idéal du serment d'Hippocrate.

Deux réactions.



Ma dernière chronique sur la pratique de la médecine en zone rurale a suscité de nombreuses réactions. J'en retiens deux en particulier qui émanent d'hommes de terrain puisqu'ils sont tous les deux praticiens en campagne.

C'est d'abord un médecin retraité qui m'écrit : *« Je crois comme toi, qu'après les curés, les médecins sont en train de perdre la vocation...et qu'ils vont se priver, en se « fonctionnariser », de tout ce qui faisait l'essence même et tout l'intérêt de la relation entre le médecin et la famille qui lui faisait confiance. Si cela devient un métier banal avec pour seul intérêt les finances et le confort, je crois qu'ils feraient mieux de changer d'orientation car ils ne pourront qu'être déçus et passeront à côté d'une expérience humaine unique, même si, sur le plan technique, ils sont meilleurs (?)... »*

Avec un autre médecin en pleine activité, dans le rural également, j'ai eu une longue conversation. Je résume. D'après lui, nous sommes à la fin d'un modèle de la pratique isolée de la médecine. Pour conserver une activité médicale au plus près des habitants, il préconise des «maisons de la santé » au niveau du canton. On y retrouverait regroupés tous les acteurs : médecins, infirmières, kinés, assistantes sociales. ..etc. Ainsi les cas de maladie, surtout les plus lourds, pourraient être examinés dans leur globalité technique et humaine, dans la concertation c'est-à-dire en croisant les compétences.. La santé des habitants du secteur serait pensée aussi bien en amont (prévention) qu'en aval (soins). Une telle perspective nécessite un changement de mentalité des médecins : en particulier cesser de travailler à l'acte. Donc mise en commun des honoraires qui seraient gérés par la « maison de la santé. » Ainsi des permanences pourraient être assurées et organisées...un peu sur le modèle pratiqué par les groupes vétérinaires. A son avis, les Communautés de Communes pourraient prendre des initiatives en ce sens en concertation avec les médecins et les autres acteurs de la santé.

Pour en finir avec cette question , je vous livre donc ces deux réactions. La première se situant sur le plan éthique, la seconde sur le plan pratique et organisationnel. Mais une organisation différente de l'exercice de la médecine devra toujours être animée par l'éthique... sous peine de se « fonctionnariser. »

L'impératif du porte-monnaie.



Nous venons de vivre un mois d'élections locales. Celles-ci connaissent toujours un certain succès. L'enjeu est évident et palpable : il s'agit de l'avenir et du développement de nos communes. Tout le monde se sent concerné. C'est pourquoi, ces consultations connaissent le plus faible taux d'abstentions.

Les citoyens de base que nous sommes ont parfois un étrange comportement. Ainsi chacun voudrait que la pression fiscale soit la moins forte possible, mais désirerait en même temps que le maximum de réalisations soient effectuées pour rendre sa commune attractive. En chacun d'entre nous, le citoyen et le contribuable s'affrontent et se contredisent. Peut-on à la fois vouloir des équipements et des services de qualité tout en versant le moins possible à la caisse collective? Face à ce conflit de l'intérêt personnel et de la solidarité, le réflexe du porte-monnaie l'emporte souvent.

On sait aussi que dans la vie d'une collectivité, l'activité des commerces, de l'artisanat et des entreprises de proximité sont un atout important. Mais, en tant que consommateurs, comment réagissons-nous ? J'ai vu souvent des personnes se plaindre des élus au motif qu'ils ne faisaient pas assez de choses pour le développement local. Mais dans le même temps, ces mêmes consommateurs zappaient facilement les commerçants et les artisans locaux en disant : « *J'ai trouvé moins cher ailleurs. Moi, je regarde d'abord à mon porte-monnaie.* » Là encore, l'intérêt personnel entre en conflit avec la citoyenneté au nom du profit maximum.

Il est certain que la liberté des consommateurs doit être respectée, et ils obéissent aux lois du marché de l'offre et de la demande. On ne peut pas le leur reprocher. Les commerçants et artisans de proximité ne sont pas toujours en position de force dans cette concurrence. Mais ils offrent souvent des qualités qu'on ne trouve pas dans la grande distribution et dans les grandes entreprises : relation de confiance, serviabilité, disponibilité, qualité du service après vente. Ces valeurs ne sont pas monétaires mais elles n'en sont pas moins précieuses.

Nous sommes tous à la fois citoyens, contribuables et consommateurs. En tant que tels, nous pouvons être des acteurs du développement local, à la condition que notre civisme ne laisse pas l'impératif du porte-monnaie guider toutes nos pensées, inspirer tous nos réflexes et décider de tous nos choix.

Le bon-usage.

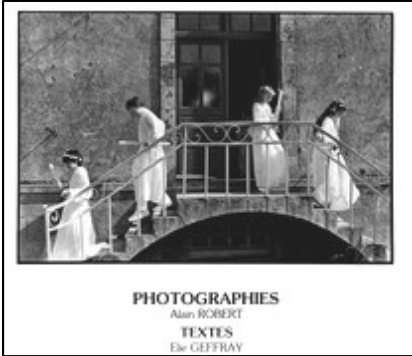


J'ai lu le fait divers suivant dans un grand journal national. Cela se passe dans un restaurant parisien. A l'heure du déjeuner, deux jeunes cadres dynamiques en costume- cravate arrivent pour prendre leur repas. Ils s'installent l'un en face de l'autre à une table, jettent un regard rapide sur la carte, passent la commande. Ça n'a pas traîné. Ils ne sont pas du genre à hésiter sur le menu. Visiblement, ils ne sont pas venus là pour jouer les fins gourmets. Aussitôt ces formalités remplies, ils déploient leur ordinateur portable. Les écrans s'allument et chacun se met à tapoter sur le clavier. Quand la serveuse apporte ses plats, elle n'a plus guère de place pour les déposer...elle fait comme elle peut et elle n'aura droit à aucun regard, à aucune attention des deux convives. De temps en temps, l'un ou l'autre sort son téléphone de sa poche. Les voisins entendent quelques bribes de la communication : «*Oui... Non... D'accord... OK* » Et aussitôt, tout cela est enregistré sur l'ordinateur. Le chroniqueur qui rapporte ce fait conclue à propos de ces deux jeunes cadres : «*Pas un seul instant. Pas une seule seconde, ils ne se sont adressés la parole. Ils étaient trop occupés à communiquer avec leur ordinateur et leur téléphone. C'est ce qu'on appelle la société de communication.* »

Cette scène me fait penser à une autre dont j'ai été le témoin direct. Ce n'était pas à Paris mais dans un restaurant de notre canton. Cette fois-ci, ce sont deux solides gaillards qui sont à table. Visiblement ils sortent d'un chantier. Ils parlent assez fort de l'avancée des travaux, du retard de tel artisan, de la mauvaise coordination des travaux en cours, du manque de fermeté de l'architecte.... Tous les convives de l'établissement sont ainsi au courant des péripéties de ce chantier. Trois fois au cours du déjeuner, l'un des deux sort son téléphone. Et sans se retirer à l'écart par discrétion, de sa place, il parle très fort dans l'appareil. Il ne ménage pas sa peine pour bien faire comprendre qu'il est un petit chef. On le devine facilement à travers ses propos : «*Allo !... A quelle heure sont-ils arrivés ce matin ? ... A dix heures ?... Je leur avais pourtant donné l'ordre de venir directement... Attends, je vais t'arranger ça. Je vais t'envoyer une autre équipe cet après-midi.... Bon... d'accord....OK... On fait comme ça.* »

On voit par là qu'à Paris comme en province, «*la société de communication* » est en marche. L'ordinateur et le téléphone portable sont sûrement des progrès précieux. Il ne reste plus aux humains qu'à en apprendre le bon usage. Cela relève du savoir-vivre mais progresse moins vite que la technique.

Comment vivre dans une culture de supermarché ?



Il y a vingt ans, j'avais participé avec Alain Robert à la publication d'un album photos. C'est Charles Josselin, alors Président du Conseil Général, qui nous en avait suggéré l'idée : produire un document représentatif du monde rural. En couverture, nous avons choisi une scène emblématique : une photo de profession de foi, ou de communion solennelle comme on disait encore à l'époque. Sur le perron d'un presbytère, on voyait des communicants et communicantes en aube blanche prêts pour la procession qui les conduirait

à l'église paroissiale. Toute la population endimanchée était là, les cloches sonnaient à toute volée. Après la cérémonie, chaque famille se retrouvait ensuite pour les « repas de communion. » Les dimanches de mai et juin étaient occupés par ces fêtes qui marquaient la vie de nos communes comme autant de rendez-vous incontournables.

Le choix de cette illustration n'était pas naïf. Nous savions bien que ces « professions de foi » n'engageaient que très modérément les enfants et les familles. Toutefois, il nous apparaissait que les sociétés rurales de l'époque étaient encore structurées par une culture chrétienne largement dominante même si la pratique religieuse commençait à accuser une baisse sérieuse. Mais les traces laissées par une éducation d'inspiration chrétienne continuaient de structurer une vision de l'homme, mettaient en place des valeurs : le respect des autres, le souci de la dignité de chacun, le devoir de se soucier d'autrui ...etc. C'est en ce sens que Jean-Paul Sartre, qui n'était pas croyant pour un sou, déclarait cependant : « Nous sommes tous chrétiens. »

Cette culture est-elle en péril ? C'est la question que se pose le normalien Jean Duchesne dans un article récent. Il constate l'éclatement notre paysage moral et intellectuel : « *La culture contemporaine ressemble à une mosaïque dont les innombrables éléments ne dessinent rien d'identifiable.... Ce qui est enseigné à l'école ne fait pas le poids devant la fascination qu'exerce tout ce qui suscite les passions....Le sensationnel calibre presque seul l'importance de l'information... La plupart de nos concitoyens aujourd'hui n'adhèrent à aucun des grands systèmes de représentation du monde et de principes d'action... ils s'emballent pour un tas de choses... ce peut être un sport,, un certain type de musique, l'écologie, le yoga, la voile...etc. »*

S'il nous fallait, vingt ans après, refaire un album photo significatif de nos sociétés, assurément il nous faudrait choisir une scène de supermarché en tant qu'il est représentatif d'un étalage de valeurs dispersées, séduisantes, non-hiérarchisées et s'adressant à des libertés individuelles isolées qui n'obéissent qu'au coup de foudre. Mais comment vivre et éduquer dans une culture de supermarché ?

Le prêtre, l'instituteur, le médecin et le gendarme

Le prêtre pour les besoins religieux, l'instituteur pour étancher la soif de connaître, le médecin pour veiller à la santé et le gendarme voué à la sécurité de la population. Ces quatre personnages étaient structurants de nos sociétés traditionnelles. Ils avaient un statut semblable marqué d'abord par une disponibilité sans faille vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Le prêtre connaissait ses fidèles, le médecin de famille ses patients, l'instituteur ses élèves et leur environnement humain et le gendarme les délinquants potentiels. Ils mettaient peu de distance entre leur vie privée et leur vie publique. Le curé habitait le presbytère, le médecin consultait chez lui, l'instituteur avait un logement de fonction dans l'enceinte de l'école et les gendarmes demeuraient à la gendarmerie. Il n'y avait pas d'heures d'ouverture et de fermeture. On pouvait toujours faire appel à leurs services. On considérait que ces fonctions prestigieuses n'étaient pas des « *métiers* » comme les autres. Elles exigeaient une disponibilité de tous les instants. Il fallait avoir « *la vocation* » pour s'y consacrer car elles avaient quelque chose de « *sacerdotal*.»

L'un des grands changements de nos sociétés, c'est que toutes ces professions « *pas comme les autres* » se sont alignées sur les normes des modes de vie moderne. La première revendication, c'est de mettre de la distance entre vie privée et vie publique. Et pour cela, on sépare le domicile et le lieu de travail : le curé n'habite pas la « *maison paroissiale* », l'instituteur vit éloigné de l'école, le médecin sort de chez lui pour aller travailler au « *cabinet médical*. » Il n'y a plus guère que les gendarmes qui soient assignés à résidence. Mais eux non plus, comme les autres, ne sont plus voués à un service permanent. Il y a des heures d'ouverture et de fermeture à la gendarmerie comme au cabinet médical, comme à l'école, comme à la maison paroissiale. Ces séparations spatio-temporelles entre ces fonctions et leur public agissent comme des tamis préservant des marges de temps pendant lesquelles on est plus « *en service*. » Il faut passer par une administration (téléphone, secrétaire) pour atteindre non plus le curé ou le médecin mais le permanent de garde (lequel se réduit à un répondeur pendant les heures de fermeture).

On comprend très bien aujourd'hui que chacun veuille sauvegarder sa vie privée. Mais il est des services qui répondent à des urgences et qui ne peuvent souffrir d'interruption. A mon sens, on n'a pas encore trouvé la bonne adéquation entre cette double exigence : préserver la vie de chacun et assurer de véritables services qui soient le moins fonctionnalisés possible. Les répondeurs, les messages vocaux pré-enregistrés et tous les appareillages des techniques modernes ne sont que des substituts crispants et frustrants car, en matière de services, rien ne remplace la relation humaine.

Pour Michel



Un petit souvenir qui date de trois ou quatre ans. Un matin, sortant de la Maison de la Presse, le journal « Le Monde » à la main, je rencontre Michel Lamarche. A sa manière bien particulière, il m'a taquiné sur mes « lectures tendancieuses. » Lui était plutôt familier du « Figaro. » Nous avons plaisanté sur nos « divergences idéologiques » dont ces deux vénérables organes de la presse nationale étaient les marqueurs.

Siégeant ensemble pendant sept ans à la Communauté de Communes du Pays de Du Guesclin, nous avons l'un et l'autre fait l'expérience que ce qui devait nous séparer n'était pas un abîme. Au fur et à mesure que les dossiers défilaient, politique sociale, culturelle, conception communautaire de l'aménagement du territoire, nous nous sommes trouvés sur une même ligne et dans la plus grande complicité. L'un de nos derniers combats aura été celui de l'école de musique, qui, malheureusement, n'aura pas obtenu de majorité..

Michel avait ses convictions, mais il n'était jamais un partisan borné. L'humanisme qu'il puisait dans les Lettres classiques qu'il avait pratiquées avant la Médecine, et aussi dans ses origines chrétiennes, le rendait ouvert à tous les dialogues. Ses relations amicales avec des hommes politiques de diverses appartenances ne faisaient mystère pour personne.

Il aura pratiqué la médecine et la politique selon la même posture : un art « d'être avec et pour les autres. » Une attitude qui se fait rare dans l'une et l'autre de ces disciplines : la santé devient une organisation et un marché, et la politique, à défaut de pensée, devient un enjeu de pouvoir. Se méfiant de la grandiloquence des discours idéologiques et des mondanités, il aura contribué à redonner du crédit à la politique en servant le Bien Commun au quotidien et dans les moindres détails.

Michel nous a quittés en plein été, l'après-midi du 9 Août. C'était un « honnête homme. » Merci à toi !

Elie Geffray 09 – 2008

Réconfortant

Chaque année, des fêtes, bien ancrées dans le passé, ponctuent l'été et le début de l'automne. Ce sont, par exemple, des rassemblements liés à l'agriculture, comme le Comice agricole. Ou bien des manifestations autour d'un thème, comme celui du cheval dont la Foire du Châtelier, à Eréac, s'est fait une spécialité depuis plusieurs siècles. Ce sont encore des pardons religieux populaires, comme celui de Rochereuil, à Sévignac. Ces rassemblements jouissent toujours d'un succès d'estime, mais on voit bien que leur fréquentation est principalement le fait d'une génération relativement âgée. Ils ont encore en commun de s'organiser autour de banquets qui sont souvent une clé importante de leur réussite. Les organisateurs s'en inquiètent parfois et sentent que si ces fêtes ne se rénovent pas profondément, elles risquent une lente érosion. En effet, elles donnent souvent le sentiment d'être plus tournées vers un passé immémorial dont elles assurent la survie que vers l'innovation et la créativité. Mais qu'est-ce que le culte du passé sans projection vers le futur ?

Toute autre était l'impression qui se dégageait du forum des associations qui s'est tenu à Broons le dimanche 7 septembre à l'initiative de l'OISCL (office intercommunal : sport – culture – loisir.) Une vingtaine d'organisations de Broons et des alentours sont venues exposer leurs activités et recueillir des adhésions. Au programme : du sport pour tous les goûts et pour tous les âges. Mais aussi des programmes culturels et artistiques : musique, chant choral, yoga, peinture sur porcelaine, rencontres linguistiques avec les anglais de la région...etc... Tout l'après-midi, un public jeune et amateur de loisirs épanouissants a défilé entre les différents stands. On voit bien qu'une génération montante est à la recherche d'un meilleur équilibre de vie. Cette forte attente donne une nouvelle image de notre région, plus vivante, plus dynamique, moins tournée vers la consommation mais plus motivée par des activités humainement valorisantes.

Je ne dis pas que nos fêtes traditionnelles soient sans intérêt, mais un fourmillement associatif d'une telle ampleur, c'est vraiment réconfortant !

La laïcité, tout simplement !



On voit encore les marques des coups de haches sur les portes de la sacristie de l'église de Broons. Ce sont des souvenirs qui remontent à 1906. La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat préconisait de procéder aux inventaires des édifices religieux. Le clergé s'y opposa en bouclant les accès et c'est de force que les gendarmes s'efforcèrent d'y pénétrer. Nous avons là les traces du climat conflictuel qui accompagna les premiers pas de la laïcité en France.

Cent deux ans plus tard, ces violences nous apparaissent dérisoires. La loi du 9 décembre 1905 a porté ses fruits et pacifié la société française. Après quelques tâtonnements, nous avons expérimenté un bon équilibre : désormais l'Etat n'intervient pas dans les questions religieuses parce que ce n'est pas de sa compétences. Désormais aussi, l'Eglise ne se présente plus comme un bloc d'influence s'immiscant dans les affaires publiques. L'Etat assure sa mission de préserver les libertés publiques. C'est bien ainsi. Et en France, chaque citoyen peut librement être catholique, protestant, juif, musulman, bouddhiste ou incroyant sans être inquiété. Chacun connaît l'extension et les limites de ses libertés. La laïcité a fait ses preuves : elle est une des vertus majeures des états modernes pluralistes et démocratiques.

Cet équilibre va-t-il être remis en question ? Depuis quelques temps, et surtout à l'occasion de la récente visite de Benoît XVI en France, on peut le craindre. Les discours officiels prononcés à cette occasion étaient parsemés d'expressions étranges et on a entendu parler de « *laïcité positive* », ou encore de « *laïcité nouvelle*. » Derrière ce vocabulaire se dessine le projet de remanier la loi du 9 décembre 1905. La tentation est grande pour nos dirigeants de mobiliser les forces spirituelles au service du politique. Napoléon avait déjà essayé en 1801. La tentation est grande aussi du côté des religions de s'engouffrer dans de telles facilités pour reprendre un peu plus d'influence dans les jeux de pouvoir.

Ce risque de mélanger à nouveau religion et politique n'est bon « *ni pour la république ni pour la religion* » a déclaré François Bayrou. Par ailleurs, ce personnage qui est à la fois chrétien et homme politique a encore ajouté qu'il se méfiait des adjectifs dont on affublait la laïcité : « *La laïcité est positive en elle-même, puisqu'elle est une émancipation.* » (Le Journal du Dimanche du 14 septembre, p 6.)

Vive la laïcité tout simplement et sans finasseries !

Elle Geffray 11 - 2008

Ecole, vie publique et démocratie.



peh_18 www.fitnessetdum.com

« *Le malaise dans la civilisation passe par les cours de récréation. Car l'école est devenue la chambre d'écho des problèmes sociaux, le laboratoire de la démocratie, la caisse de résonance des révolutions qui s'accomplissent à l'intérieur des maisons et derrière les écrans de télévision.* » Ainsi s'exprime Nicolas

Truong, rendant compte d'un livre de trois philosophes du politique, dont l'excellent Marcel Gauchet. (Le Monde des Livres du 24/10/08).

Que se passe-t-il donc dans l'école d'aujourd'hui ? Deux phénomènes qui reflètent et renforcent la crise de la démocratie. D'abord celui-ci : les parents d'élèves et les enseignants ne poursuivent plus le même objectif en matière d'éducation. Autrefois alliés dans leur mission de former les enfants à la vie collective, ils divergent désormais. Les parents visent surtout « *l'épanouissement personnel* » de leur progéniture. Et si les contraintes de l'école semblent contrarier ce projet, elles seront contestées au nom du droit de l'enfant au bonheur individuel. De ce fait, l'autorité du maître sera sans cesse remise en question.

Autre signe des temps, le sens des savoirs scolaires s'est perdu. Sans doute les jeunes téléspectateurs que sont aussi les élèves trouvent-ils plus de plaisir devant leur écran que dans l'apprentissage des matières scolaires. Mais il y a pire : ce mouvement de « *désintellectualisation rampante* » gagne l'Europe, soulignent encore ces auteurs. Les lycéens opposent désormais des objections incroyables devant les programmes scolaires, du genre : « *A quoi ça sert d'étudier la littérature ? La philosophie ? L'histoire ? Les arts ? etc...* » Il est sans doute légitime que l'école prépare à l'exercice d'une profession, mais sa mission première reste bien la formation humaine et intellectuelle des citoyens. Alors comment peut-elle s'en acquitter si nous laissons s'installer le doute sur la légitimité indispensable de ces savoirs ?

Comment former les enfants à la vie collective ?

Comment réhabiliter les savoirs ?

Telles sont les deux questions essentielles que ce livre pose à notre conscience commune.

Elie Geffray 12 - 2008

Livre de référence : Conditions de l'éducation, de Marie-Claude Blais, Marcel Gauchet et Dominique Ottavi. Stock, collection « Les essais. »